

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
29 juillet 2022
Français
Original : arabe

Assemblée générale
Soixante-seizième session
Points 38 et 64 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-dix-septième année

La situation au Moyen-Orient

**Souveraineté permanente du peuple palestinien
dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-
Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé
sur leurs ressources naturelles**

**Lettres identiques datées du 28 juillet 2022, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de la République arabe syrienne
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, je vous écris comme suite à nos précédentes lettres concernant les pratiques et mesures illégales prises par les autorités israéliennes dans le Golan syrien occupé, dans le prolongement de leurs politiques expansionnistes de colonisation et de leurs tentatives d'en perpétuer l'occupation par divers moyens et notamment de modifier le caractère démographique et juridique du Golan, d'en piller les ressources naturelles et les richesses, d'en grignoter le territoire et de saisir les biens de sa population syrienne, pratiques contraires au droit international, aux dispositions de la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes des organes de l'ONU. Je tiens à vous communiquer les éléments suivants :

Les autorités d'occupation israéliennes sont en train de faire mainmise sur une superficie de quelques 6 000 dounoums de terres dans le Golan syrien occupé qui constituent le dernier poumon vert parmi les villages syriens occupés, en vue de l'exécution d'un projet de construction d'éoliennes du type le plus grand et le plus dangereux qui soit, en trois phases, comme suit :

Phase 1 : installation de 42 turbines de 120 mètres de haut sur de vastes superficies des villages d'Aïn el-Hajal, de Mansoura et de Thaljiyat ;

Phase 2 : début des travaux dans la zone de Tell el-Faras par les autorités d'occupation israéliennes ;

Phase 3 : saisie de 4 000 dounoums de terres agricoles dans les villages de Majdal Chams, de Massaada, de Boqaata et d'Aïn Qiniyé et construction de quelque 41 énormes turbines.



Ce projet présente de graves dangers. Aucune éolienne ne doit être autorisée à moins de 10 kilomètres d'une zone habitée, en raison des effets nocifs sur la santé, dont les plus importants ont trait aux fréquences magnétiques qui émettent des ondes entraînant des difficultés de concentration et des acouphènes. Les turbines qui doivent être installées au milieu des vergers empiéteront également sur l'agriculture, ce qui touchera un nerf économique et entraînera le déplacement des habitants.

Les autorités d'occupation israéliennes ont réagi, face aux protestations constantes et à l'opposition farouche des habitants syriens des villages du Golan occupé, en recourant à la répression, à l'agression et à des arrestations arbitraires, et s'obstinent à poursuivre l'exécution de leur projet.

La République arabe syrienne condamne avec la plus grande énergie toutes les pratiques et mesures prises par Israël, Puissance occupante, dans le Golan syrien occupé, qui sont nulles et non avenues et sans effet juridique et violent de manière flagrante les règles de droit international, les résolutions pertinentes des organes de l'ONU et le principe de la souveraineté permanente des peuples sous occupation étrangère sur leurs ressources naturelles.

La République arabe syrienne met en garde contre les dangers et les effets négatifs désastreux que pourraient avoir ces projets sur la santé des habitants du Golan syrien, l'environnement dans lequel ils vivent et les activités agricoles dont ils dépendent largement pour leur subsistance, ce qui pourrait les exposer au risque de famine et les contraindre à quitter leurs habitations et leurs terres.

La République arabe syrienne demande au Conseil de sécurité d'agir d'urgence pour amener Israël à renoncer à ses pratiques agressives contre la population du Golan syrien occupé et à ses politiques et mesures de colonisation illégales, qui contredisent de manière flagrante le droit international, la Charte des Nations Unies et les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, notamment la résolution [497 \(1981\)](#) du Conseil, selon laquelle la décision prise par Israël d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration dans le Golan syrien occupé est nulle et non avenue et sans effet juridique.

La République arabe syrienne réaffirme que le Golan arabe syrien occupé fait partie intégrante de son territoire, droit éternel ne pouvant faire l'objet d'aucune compromission, renonciation ou prescription, et qu'elle s'emploiera à le recouvrer par tous les moyens prévus par le droit international.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 38 et 64 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Bassam Sabbagh